

# La démocratie moderne de Macron rime avec esclavage et répression

Des images diffusées sur CNN le 14 novembre ont fait le tour du monde : en Libye, des migrants sont vendus comme esclaves aux enchères. Pour quelques centaines d'euros... Les passeurs qui profitent de la détresse des migrants pour leur extorquer de l'argent sont des êtres immondes. Ceux qui trouvent normal de faire commerce d'êtres humains aussi. Mais que dire alors de ceux qui tirent les ficelles ?

## LA LUTTE DES DIRIGEANTS EUROPÉENS CONTRE LES MIGRANTS

Face à l'afflux de migrants depuis 2010, les pays européens se sont hérissés de centaines de kilomètres de barbelés : autour de la Hongrie, de l'Autriche, de la Slovaquie, de la Norvège ; un mur se dresse sur les frontières extérieures de l'Autriche... La France n'est pas en reste et se dote du sien à Calais.

Mais cela ne suffit pas et ne tarit pas le flot de ceux qui fuient la misère, la guerre, le plus souvent les deux, la liste des enfers de notre planète s'allongeant chaque année... Ceux qui nous gouvernent n'envisagent pas un instant de mettre à disposition des migrants une toute petite partie des immenses richesses que recèlent nos pays (un pays riche comme la France avait promis d'accueillir avant fin 2017 seulement 30 000 réfugiés sur plusieurs millions et n'a accueilli à ce jour que le dixième !). Mais il faut dire que ces gouvernants consacrent déjà leur temps, dans leur propre pays, à pondre des lois pour jeter des familles, des vieux, des jeunes, des enfants dans le besoin : pourquoi seraient-ils pris de compassion pour les migrants ? Faut-il rappeler



que les flics de Calais avaient l'ordre d'empêcher qu'on donne de l'eau aux bébés des familles de migrants et que ceux qui les ont aidés, dans la Vallée de la Roya proche de Menton, sont traînés devant la justice ?

## QUI SONT LES COMMANDITAIRES DES TRAFICS HUMAINS ?

Oui, qui sont les « parains » de ces mafias qui, en Libye ou ailleurs, détournent, rançonnent, violent, torturent, vendent, tuent ? Ce que veulent les dirigeants européens, c'est « dissuader » les migrants de partir de chez eux... Et, pour cela, il faut que le parcours d'un migrant devienne un enfer pire que celui qu'il a quitté, pire que les enlèvements et les meurtres de Boko Haram au Nigeria, pire que les bombes et les gaz d'Assad en Syrie. Et, surtout, il faut que ça se sache. Pour que les autres renoncent à quitter leur misère pour ne pas plonger dans une horreur plus grande encore. Comme ces gens-là n'aiment pas se salir les mains, ils payent des gens pour le faire.

## L'ENFER LIBYEN : UNE SITUATION CONNUE ET QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE

Depuis que les avions français avaient, sous Sarkozy, bombardé la Libye, le pays est aux mains de bandes armées, de milices qui terrorisent et rançonnent la population. Demander à la Libye qu'elle retienne les migrants revenait à confier de facto à ces milices la « gestion » des camps de « rétention », des camps immondes dénoncés dans la presse depuis des mois. Les dirigeants européens ne pouvaient pas ignorer comment les brutes sanguinaires qu'ils avaient embauchés allaient s'y prendre. Pas plus qu'ils ignorent les trafics des « passeurs ». Ou les opérations forcées, voire les assassinats, perpétrés sur les migrants pour que des « chirurgiens » prélèvent sur eux des organes envoyés dans les hôpitaux des pays riches... « Les migrants, cibles du trafic d'organes » titrait le journal Le Monde le 4 septembre dernier. Il ne s'agit donc pas de simple complicité pour avoir « fermé les yeux » sur les basses œuvres des sbires qu'ils ont

embauchés. Ces sbires ont été embauchés justement parce que les gouvernants des pays riches d'Europe savaient qu'ils allaient rançonner, torturer, violer, tuer. Les dirigeants européens les ont lâchés comme on lâche des chiens, à l'image du cynisme et de l'inhumanité de leurs maîtres.

La prochaine fois que vous verrez un Sarkozy, un Hollande ou un Macron faire mine de s'apitoyer sur le sort de la veuve et de l'orphelin, c'est à cela qu'il faudra songer.

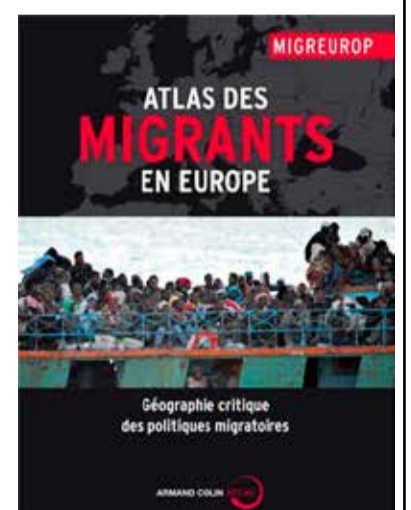
## RÉPRESSION

Des lycéens en région parisienne ont fait grève et bloqué leur établissement scolaire la semaine dernière, comme à Cachan, pour dénoncer l'insupportable. À la plupart de ces manifestations, l'État français n'a trouvé qu'une seule réponse : la répression policière. Une des lycéennes qui manifestait à Cachan a été éborgnée par un tir de flash-ball, une enquête de l'IGPN est en cours.

La violence du gouvernement ne nous fera pas reculer dans notre lutte contre un monde sans frontières et sans leur fric chargé de sang.

## ATLAS DES MIGRANTS EN EUROPE

Olivier Clochard, Atlas des migrants en Europe. Approches critiques des politiques migratoires, Paris, Armand Colin, décembre 2017. L'Union européenne compte aujourd'hui près de 78 000 kilomètres de frontières, chiffre qu'il faut doubler si l'on y ajoute les frontières internes des États membres. Depuis le milieu des années 1980, les États européens ne cessent de renforcer les contrôles migratoires à ces frontières, ainsi que dans les pays d'où partent et par lesquels transitent les migrants, ce qui a pour effet de rendre les parcours plus dangereux et d'assigner à résidence les populations les plus pauvres de la planète. Pour comprendre l'évolution de ces politiques migratoires européennes et leurs consé-



quences, l'Atlas de Migreurop donne à voir des réalités peu connues du grand public. À cette fin, Migreurop a rassemblé des informations d'une réalité difficile à saisir, du fait de l'échelle géographique du phénomène, mais aussi d'une volonté de dissimulation des gouvernements européens.



## Occupation : aucun être humain est illégal !

**V**oici deux notes qui relatent la lutte autour de la régularisation de 64 mineurs étrangers isolés. Venez leur apporter votre soutien matériel (on manque de tout), humain (pour faire vivre le lieu et l'animer), et politique (pour briser l'isolement de cette lutte légitime). Jeudi 23 novembre 2017. Sous sol du grand bâtiment Censive, au fil de la journée, les activités s'organisent.

### PREMIÈRE NOTE

#### S'APPROPRIER LA FAC POUR MIEUX LUTTER.

**E**ntrez dans le bâtiment, faites cette occupation un peu votre. Bâtiment occupé n'est pas fermé.

Des étudiants curieux viennent voir ce qui se passe à l'intérieur, rien qui ressemble à des barricades, une porte ouverte, des salles où l'on discute. On s'exerce, on se forme, on s'affirme.

Être solidaire avec les mineurs isolés, c'est être contre la sélection à la fac, on veut une fac pour tous, agréable et humaine, pas une bureaucratie qui nous divise entre bons et mauvais étudiants, entre enfants d'ici et du monde. Dix heures, on assiste à une première réunion d'information pour résumer la nuit passée. On y discute de stratégie, avec les médias et la présidence de l'université. Une trentaine de personnes, en cercle dans la salle de cours réquisitionnée et nommée « Salle (de la) Commune », discutent de la situation, des perspectives. On se félicite des premières collectes : 30 kilos de pâtes, de la soupe, du riz, des conserves... On parle d'une centaine de kilos de légumes qui devraient arriver dans la journée. Les gens s'activent, militants et simples étudiants.

À midi on part faire une collecte dans un bâtiment de la fac, le concierge nous demande une autorisation pour emprunter les tables, on lui explique notre démarche, au courant des événements, il nous dit qu'il ferme les yeux et qu'on n'a qu'à se servir.

« C'est pour la bonne cause ! » La table flanquée d'une affiche « Collecte Alimentaire » se remplit vite. Les étudiants qui passent prennent le temps de s'arrêter, curieux. Ils déposent



des pâtes, demandent de quoi on a besoin, s'il y a des priorités, et promettent de revenir, chargés de condiments. De retour à Censive, la petite ruche continue de s'activer. « On fait quoi des journalistes qui disent qu'il "n'y a pas eu de heurts" durant l'expulsion des Beaux-Arts ? ». Trois blessés du côté des militants et mineurs isolés, dont un toujours hospitalisé.

Finalement on accepte de leur reparler, à condition qu'ils changent leur article. Non, on ne peut pas faire les fines bouches avec la presse, mais on peut faire pression. Devant l'entrée du navire Censive, les vigiles se relaient, gardent un œil sur les allés et venues.

On annonce que les matelas arrivent, deux voitures pleines à craquer se garent, on installe les affaires dans les salles dortoirs. Les premiers jeunes réfugiés, qui étaient parti du bâtiment le matin, arrivent. Série de poignées de mains amicales entre les jeunes hommes et les militants et étudiants, des échanges de sourires, des éclats de rire.

Tous s'installent à la table de la salle « cuisine » et on mange, ce midi un chili.

Entre deux activités on discute de la prochaine réunion avec la direction. « On bougera pas tant qu'on nous proposera pas une solution sérieuse ! ». Ici on coupe des cheveux, là on cuisine, à côté on trie les vivres qui s'accumulent, et dans la Salle (de la) Commune on joue aux cartes.

Déjà les activités du week-end s'organisent, on va faire

un foot, regarder des films, parler politique. Ce sont bien des gens qu'on s'occupe, et le pain ne suffit pas pour vivre. Cette petite organisation, autonome et efficace, galvanise facilement. On se sent prit dans un petit quelque chose, c'est pas La Commune, mais tout de même, on se prend à y rêver...

### DEUXIÈME NOTE

#### L'OCCUPATION S'ÉTEND, ON S'OFFRE LE CHÂTEAU DU TERTRE.

**L**undi soir, 19 h 30, Château du Tertre.

#### « À NOUS LA VIE DE CHÂTEAU »

**B**anderole flanquée sur le fronton du Château.

Le hall est plein, à l'extérieur les gens se pressent, s'agglutinent à la porte d'entrée. Une militante annonce qu'on doit rentrer dans le Château pour assister à la conférence. Les derniers étudiants et curieux finissent leur cigarette. À l'intérieur, une pétition fini de tourner, on discute, on s'empare du sujet et on s'indigne. Des professeurs sur le côté, des migrants dans la salle, au milieu des étudiants, syndicalistes et militants divers.

Le comité autonome qui organise l'occupation est disposé en tribune devant la salle comble.

Les journalistes prennent leurs rush, font leurs tests micro, sortent leurs calepins.

La conférence commence, on fait un compte rendu du mouvement, on se félicite. Avec

lucidité on souligne aussi que les actions sont limitées, mêmes si elles sont justes, elles ne suffisent pas.

Le nombre de personne à loger s'accroît

Les prises de paroles s'alternent, des militants et des jeunes migrants lisent leur papier.

La présidence de la fac oppose à l'occupation du Château des arguments de mauvaise foi.

#### « LE CHÂTEAU N'EST PAS AUX NORMES. »

**V**oilà ce qui chagrine tant la présidence de l'université, que le château ne soit pas aux normes de sécurité, sachant que de nombreux locaux dans lesquels sont dispensés des cours ne sont pas au normes également...

#### « ET LA RUE, ELLE EST AUX NORMES?! »

**S**'en suit un enchaînement d'expressions de soutien des syndicats de professeurs et d'étudiants, et de partis politiques. Tout le monde s'accorde à cela, ce n'est pas suffisant, mais c'est juste, il faut le faire. Sud-Educ, l'UNEF, Solidaire Étudiants, La France Insoumise, SNESUP-FSU...

Alors que les syndicats déplorent l'inaction de l'État, un jeune migrant prend la parole pour une allocution finale. Dans son discours il retrace son parcours brièvement, et s'interroge sur les problèmes qu'il a rencontré avec ses compagnons d'infortune.

Il s'indigne, s'exclame.

#### « NOUS SOMMES UNE GRANDE FAMILLE ! »

#### « UN JOUR MES PETITES FILLES AURONT DES ENFANTS AVEC VOS PETITS FILS, C'EST LE MÉTISSAGE »

**L**a bataille qui se profile n'est pas d'ordre logistique, même s'il est important d'avoir les moyens matériels d'agir; cette lutte qui prend un visage nouveau avec le changement de position de la présidence de l'université est d'ordre politique. La vraie bataille se fera avec les étudiants, les personnels de la fac, les professeurs : les sensibiliser, les intégrer, faire que l'occupation ne soit pas le fait d'une minorité militante, mais bien celui d'une majorité solidaire, qui s'active massivement.

#### LA BATAILLE LOGISTIQUE SUIVRA SI LE MOUVEMENT S'ÉLARGIT.

**P**our faire pression sur la présidence, seul le nombre comptera, les discussions de cabinet montrent déjà leurs limites, dès que le collectif prend une voie que la présidence n'admet pas, le discours disparaît et se profile alors un affrontement direct, chargé de menaces et d'injonctions. La présidence de l'université qui avait montré une certaine clémence à l'égard du collectif d'étudiants et de jeunes réfugiés à ses débuts, a bien montré que lorsque les intérêts divergent, la stratégie à adopter change radicalement, et s'entame alors une lutte.